

Les débris d'indemnités des propriétaires de maisons détruites. Les débris de lais aux Coléens sont perdus. On y a repris le travail. Les débris de lais aux Coléens sont perdus. On y a repris le travail. Les débris de lais aux Coléens sont perdus. On y a repris le travail.

Paris, 18 juin. — Les ingénieurs proposent de raser les forts d'Issy et de Vanves, et d'en construire de nouveaux aux Hauts-Bruyères et à Châtillon.

Paris, 18 juin. Les jardins publics de Paris ont été ravagés. On a commencé les travaux de réparation au bois de Boulogne. Les travailleurs replantent les arbres et les fleurs, comblent les fossés et nivelent les redoutes faites par les troupes. Le temps est chaud et agréable, et les rues sont remplies de monde.

Versailles, 18 juin. — Le général Trochu a fait un long discours devant l'Assemblée pour justifier son administration. Il a dit qu'il avait écrit à l'empereur Napoléon en son nom pour le presser de rappeler l'armée de Bismarck à Paris. Trochu a assisté à la conférence de Châlons quand il a été décidé qu'en sa qualité de gouverneur il devait se préparer à recevoir l'empereur dans la capitale, mais que l'impératrice s'y opposait. Trochu a annoncé qu'il a été mal reçu par le comte de Palikao sous longtemps que celui-ci est resté ministre de la guerre. Le général a fait alors un exposé des difficultés de la défense pendant le siège de Paris par les Allemands.

Paris, 18 juin. — Aujourd'hui, à l'Assemblée, Trochu a continué la défense de son administration militaire pendant le siège. Il a raconté minutieusement toutes les sorties et les missions qui les avaient déterminées. Il a attribué la catastrophe au fait que les Allemands se servaient seulement d'artillerie. Il croit que les Français auraient battu l'infanterie allemande s'ils avaient pu l'engager. Son plan principal était une grande sortie dans la direction de Rouen ; mais après la victoire de Coulmiers l'opinion publique exigeait la jonction de la garnison de Paris avec l'armée de la Loire, ce qui était tout simplement de la folie : un grand obstacle dans la conduite de la défense a été l'insurrection de Paris, que Bismarck pensait à se révolter, et à qui l'ennemi fournissait des armes. Le général a stigmatisé comme une violation sans précédent des règles de la guerre entre peuples civilisés, l'action des Allemands en commençant le bombardement sans lui en donner avis formel. — La somme en espèces à la Banque de France est actuellement de 22 millions de francs. La rente est à 33 3/4.

Versailles, 18 juin. — L'administration respecte la rigueur qui défend de travailler le dimanche, et les journaux l'approuvent. Le vote de l'Assemblée à Paris est regardé comme un premier pas vers une réconciliation. La Gacette publie un manifeste des électeurs de Paris en faveur de la République.

Versailles, 18 juin. — L'Assemblée a continué à discuter la justification de la défense de Paris. Il a dit que des individus arrêtés durant le siège comme agents prussiens avaient reparu depuis comme agents d'insurrection ; et qu'ils étaient employés comme agents d'insurrection.

Versailles, 17 juin. — Aujourd'hui, à l'Assemblée, Favre a défendu sa non-acceptation de l'armistice à la conférence de Meaux, parce que Bismarck demandait la cession de Strasbourg, ce que le gouvernement n'était pas décidé à accorder.

Paris, 18 juin. — On annonce d'une manière certaine que Jules Ferry est nommé ministre de France à Washington à la place de M. Treillard, qui retourne en France. Les journalistes républicains se sont réunis et ont publié un manifeste en réponse au programme électoral des monarchistes. Ils déclarent que la république est la seule expression rationnelle et légitime de la souveraineté nationale. La monarchie implique son abdication. Ils approuvent les candidats qui s'engagent à maintenir le statu quo. Des foules de visiteurs arrivent à Paris par chaque train, et les officiers s'arrêtent. L'état sanitaire de la ville est bon. Les troupes allemandes ont évacué Chantilly.

Londres, 18 juin. — Les Prussiens ont évacué Rouen, et 8,000 hommes ont quitté Saint-Denis et Gonesse.

Paris, 18 juin. — Deux mille cinq cents femmes convaincues d'avoir mis le feu ou essayé de brûler les bâtiments dans Paris ont été condamnées à être transportées à la Nouvelle-Calédonie.

Versailles, 19 juin. — Aujourd'hui l'Assemblée a voté une loi qui donne aux nauts de l'Alsace et de la Lorraine le droit de vote, et les rend éligibles à l'Assemblée. Jules Favre a informé l'Assemblée qu'il restait 180,000 Français prisonniers en Allemagne, mais qu'ils retourneront en France à raison de 100,000 par jour.

Paris, 30 juin. — On met en avant l'idée de créer une chambre qui serait élu par les conseils généraux. — L'arrestation des communistes continue. Chaque jour on découvre des corps dans les ruines. L'exploration des égouts est complétée. La Banque de France a reçu beaucoup de cadavres. On les enterme au cimetière Montmartre pendant la nuit. On va pousser les travaux de restauration dans le bois de Boulogne.

Versailles, 30 juin. — Le ministre de la justice a publié une circulaire dans laquelle il demande aux magistrats qu'il se présente comme candidats de donner leur démission. Le gouvernement autorise le rétablissement de la télégraphie privée dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise. Le manifeste des républicains non-décidés contient six nouvelles additions. La Banque de France a publié la publication de son bilan hebdomadaire. Aujourd'hui à l'Assemblée, pendant le débat sur l'emprunt, M. Thiers a parlé de la condition financière du pays. Il a dit que la guerre allemande coûtait à la France trois milliards de francs. Mais sur cette somme il faut

compter l'avance faite par la Banque de France au gouvernement, soit 1 milliard 300 millions ; ce qui porte le total imputable à 301 millions, auxquels il faut ajouter 430 millions pour les dépenses faites pour étouffer l'insurrection de Paris ; le total du déficit serait donc de 737 millions de francs. M. Thiers propose de nouvelles taxes pour le combler ; il a dit que la situation était difficile, mais non pas désespérée. Il est nécessaire de payer l'indemnité prussienne. M. Thiers n'est pas sûr de l'appui sur le revenu ; mais il est désireux de rétablir des mesures prohibitives et simplement quelques taxes. La France tirera des avantages de ses malheurs.

Versailles, 20 juin, minuit. — L'Assemblée a voté l'emprunt à l'unanimité.

Berlin, 21 juin. — L'emprunt français est populaire. On s'apprête à en prendre une grande partie.

Paris, 21 juin. — L'Avenir national et la Nation souveraine ont fait saluer à l'Union républicaine de la presse. Le jugement de Richelieu concernant le land rousp, l'officier de Rossel et de Lullier viendra immédiatement. La Cour martiale siégera au palais de justice de Versailles. Dans une circulaire aux représentants de la France à l'étranger, Jules Favre exprime la profonde gratitude du gouvernement pour les services rendus par le comte de Moltke, président de la Société des secourus aux blessés. On propose d'établir des trucs dans les marines, les églises, les stations de chemins de fer et aux théâtres, pour recevoir les fonds destinés à l'indemnité du général. Le Musée du Louvre sera ouvert dimanche. Le service des postes françaises est rétabli. Le service télégraphique ne l'est pas encore.

Versailles, 21 juin. — Les discours de M. Thiers sur la condition financière du pays a produit une excellente impression basée sur sa clarté et sur le fait annoncé par lui qu'on mettrait en œuvre 300 millions de francs par année comme fonds d'amortissement. On espère que l'emprunt réussira complètement.

New-York, 22 juin. — Mac-Mahon a publié un ordre qui oblige les dispositions concernant la vente des matières inflammables. Les marchandises en détail ne pourront posséder plus de 300 litres. Les manufacturiers et les transporteurs en armes et munitions devront se soumettre à cette restriction. Le Journal officiel publie les plans adoptés pour placer les nouveaux emprunts. Les trésoriers, les receveurs et les collecteurs sont autorisés à recevoir les souscriptions.

Versailles, 23 juin. — Aujourd'hui, à l'Assemblée, le ministre de l'intérieur, répondant à une question au sujet de l'état de siège, a dit que le gouvernement accorderait aux citoyens, pour les prochaines élections, une liberté complète avec le maintien de l'ordre. Ses appels inflammatoires au patriotisme et à l'union des citoyens ne seront pas tolérés. L'Assemblée a nommé une commission pour réviser les décrets de Tours et de Bordeaux.

Paris, 23 juin. — La Liberté rend compte d'une violente querelle qui a eu lieu hier sur les allées entre des prussiens et plusieurs officiers français. En attendant que le général Mac-Mahon a requis le gouvernement prussien d'interdire à ses officiers l'entrée de Paris. Le système des passeports est appliqué avec la plus grande sévérité.

Versailles, 24 juin. — Gambetta est retourné à la commune à Lyon. L'Echo du Commerce adhère à l'Union républicaine. L'artillerie française est en ce moment forte de 400 batteries.

Paris, 24 juin. — On a démarré 17 navires de guerre et compté 12,000 marins. La Banque de France s'est publiée sa situation hebdomadaire faite des rapports détaillés des succursales. La cour de cassation va revenir siéger à Paris.

Paris, 25 juin. — Le Journal officiel publie les adresses reçues des députés et sénateurs, qui expireront lundi prochain à l'Assemblée et en M. Thiers. Le Sénat de France recommence demain à recevoir des députés. Elle commencera le 1^{er} juillet le paiement des arriérés. Caumont, préfet de la Seine, engage les habitants à se rallier à la République comme le seul moyen de salut.

Paris, 26 juin. — Gambetta est arrivé ici. Il part demain. Il a accepté de se laisser porter à l'Assemblée par un des districts de New-York.

New-York, 27 juin. — Le système qui régit les corps de l'armée prussienne a été adopté par la France. On dit qu'il y aura une revue jeudi à Longchamp.

Paris, 27 juin. — Gambetta est arrivé à Bordeaux dimanche, et il a prononcé un discours sur la réorganisation de la France. Gambetta adhère aux vues de Louis Blanc.

Londres, 27 juin. — M. Thiers a publié un décret pour l'établissement d'un régiment de mobiles avec laquelle le général d'Albion maintiendra l'ordre à Versailles ; elle sera composée d'un escadron de cavalerie et de huit compagnies d'infanterie.

Berlin, 27 juin. — L'armée allemande qui occupe la France est placée sous le commandement de Manteuffel.

Paris, 28 juin. — Le général de Berlin comme représentant diplomatique de France. Les arriérés de Paris, St-Denis et Scaux ont été divisés en 330 sections électorales. L'emprunt, étant couvert par les souscriptions, est fermé. Les paysans et les domestiques ont apporté leurs économies. Le dernier emprunt a été couvert plusieurs fois.

Le Havre, 28 juin. — Gambetta a accepté la candidature dans le département de la Seine-Inférieure.

Paris, 29 juin. — La grande revue à Longchamp a lieu dimanche. Les troupes, un nombre de 100,000 hommes, ont une très-belle apparence. M. Thiers assiste à la revue avec d'autres membres du gouvernement. Mac-Mahon commande les troupes. Longchamp est encombré d'une foule brillante à pied et à cheval. M. Pouyer-Quercy a annoncé hier que 500,000 hommes seraient soustraits à Paris en moins de six heures. Le résultat final dans les départements est encore à connaître. On serait ainsi en état de remplir les engagements et de hâter la délivrance du pays, sans attendre les délais fixés pour les élections.

Paris, 29 juin au soir. — La revue a été magnifique. Tous les ministres et les députés y assistaient. Les troupes ont montré beaucoup d'enthousiasme. M. Thiers a été acclamé par elles continuellement. Les généraux Vinoy et Ladmirault ont été décorés de la croix militaire. Gambetta est arrivé à Bordeaux un discours dans lequel il a protesté de sa loyauté à l'égard du gouvernement actuel. Les réunions électorales sont autorisées jusqu'à samedi prochain.

Paris, 30 juin. — Gambetta est arrivé hier. Il a reçu beaucoup de visites. Les discours qu'il a prononcés à Bordeaux sur le développement de l'éducation ont été applaudis. Le Journal officiel dit, en parlant de la revue : « Nous avons montré à l'Europe cent mille hommes valeureux, admirablement commandés, qui ont sauvé la civilisation. Nous avons de plus demandé 200 millions de francs, et

essay119/00/1071

